

La fin du Chavisme ?

Durant les derniers mois, la crise économique et la crise politique se sont considérablement aggravées au Venezuela. Un bilan provisoire s'impose.

En préalable à la constitution d'États indépendants en Amérique latine, le combat de Simon Bolivar, la lutte contre le colonialisme espagnol, pour l'indépendance et la proclamation des États-Unis d'Amérique du Sud, a durablement marqué toute cette région. Bien sûr, il s'agissait d'une révolution bourgeoise, mais ce combat, dans lequel les masses indiennes prolétarisées et la petite paysannerie ont joué un rôle crucial, vit dans les consciences populaires, à la fois comme un combat contre le colonialisme et pour la justice sociale.

La bourgeoisie naissante latino américaine, principalement d'origine espagnole, s'est très tôt déchirée. Ses différentes fractions se sont combattues pour s'arracher des morceaux de territoires. L'Espagne, face à la dislocation de son empire, a réorganisé son dispositif pour préserver son contrôle sur ses anciennes colonies. Elle a favorisé le morcellement de ces territoires en États séparés et concurrents. C'est dans cet affrontement qui abolissait de fait le rêve de Bolivar et dessaisissait les masses des fruits attendus de ce combat que se sont constitués les États actuels d'Amérique du Sud.

Autre élément historique de ces indépendances, le rôle et la place de l'Armée. Les bourgeoisies latino-américaines cherchant à se rendre autonomes territorialement, et faibles par ailleurs, ont chargé leurs armées naissantes de constituer leurs États, de les étendre le plus possible au détriment des autres bourgeoisies locales du continent, et de les protéger contre la mobilisation des masses. Récupéré par les bourgeoisies, au nom de leurs indépendances, le bolivarisme, comme expérience historique théorique et pratique, entre en contradiction avec ce combat pour l'émancipation totale d'un continent.

L'État vénézuélien, comme tous ces États d'Amérique latine, est marqué par ce combat pour la libération complète du colonialisme espagnol et par la façon dont il s'est constitué. Le nom de Bolivar y résonne sans doute d'avantage, lui qui naquit le 24 juillet 1783 à Caracas.

Le pacte de Punto Fijo

Il n'est pas question de retracer ici tous les événements vénézuéliens qui constituent l'histoire de ce pays, comme par exemple la constitution de la Grande Colombie. D'autre part, comme l'ensemble des bourgeoisies de cette région, depuis le colonialisme espagnol jusqu'à l'impérialisme Yankee, la bourgeoisie de cette région a toujours été dominée. On peut parler de bourgeoisie « compradore », inféodée à un impérialisme.

Avec le pacte de Punto Fijo, en 1958, conclu entre l'Alliance démocratique (AD), parti bourgeois qui se dit social-démocrate et adhérent de la II^e internationale, et le CPEI de tendance chrétienne-sociale, les militaires cèdent le pouvoir à un gouvernement d'Union nationale. Il s'agit là d'un nouveau dispositif de la bourgeoisie pour contrôler le mouvement des masses. Bien sûr l'armée conservera son rôle de gardien de l'État. C'est dans cette période, qui va jusqu'à la fin des années 70, que se développent le clientélisme et la

bureaucratie d'État sur la base de la redistribution de la rente pétrolière à travers la constitution de la Petroleos de Venezuela SA (créée en 1976 sur la base de la nationalisation de l'industrie pétrolière par le président Pérez).

Suit une longue crise économique et le déclin de la rente pétrolière. Sous le deuxième gouvernement d'Andrés Pérez (1989-1993),



partisan de l'AD, une politique d'ajustement structurel radicale se met en place. Cela débouchera sur un mouvement de protestation de masse (Caracazo) dont la répression entraînera des centaines de morts et des milliers de disparus.

L'État bourgeois a du mal à se réformer et la crise économique continue. De nombreux scandales de corruption éclatent. En 1993, Pérez est destitué par ses amis du puntofijismo. Son remplaçant, Rafael Caldera qui a quitté le puntofijismo un peu plus tôt et créé un nouveau parti Social-chrétien, s'allie avec des organisations de « gauche » et gagne les élections sur un programme anti-libéral très vite oublié. Sous la coupe du FMI, Caldera impulse une nouvelle offensive contre les travailleurs vénézuéliens et provoque de nouvelles mobilisations. Le pays est en crise économique. Le système politique assis sur la redistribution de la rente pétrolière et le clientélisme s'effondre.

Hugo Chavez

Hugo Chavez, jeune officier de l'armée vénézuélienne, est l'arrière-petit-fils d'un grand propriétaire terrien en lutte contre l'État vénézuélien jusqu'à son arrestation en 1922 ; ses parents sont enseignants, et son père fut gouverneur de l'État de Barinas de 1998 à 2008 (sous le régime de son fils). En 1983, il crée au sein de l'armée, pour le 200^e anniversaire de la naissance du Libertador, le Movimiento Bolivariano Revolucionario 200 (MBR-200) d'orientation « socialiste ».

À l'époque des premières politiques d'ajustement structurel prônées par le FMI sous le deuxième gouvernement d'Andrés Pérez et les émeutes sanglantes du Caracazo, deux tentatives de coups d'État eurent lieu en février puis novembre 1992. Avec son mouvement, le MBR-200, Chavez déclenche un premier coup d'État qui échouera. Il sera emprisonné pendant deux ans. Lors de sa détention, son mouvement déclenche un second coup d'état qui échouera également. Il sera gracié en 1994 par le président Caldera.

Dans le contexte d'un régime délégitimé, de crise économique et de mobilisation des masses, Hugo Chavez crée en 1997 le Movimiento Quinta Republica (MVR). En 1998, il remporte les élections présidentielles.

La révolution bolivarienne

Dès son arrivée au pouvoir en 1998, il convoque une Assemblée nationale constituante qui adopte une nouvelle constitution en 1999. Cependant, la nouvelle constitution ne rompt pas avec le capitalisme, mais proclame un état fort qui aura la haute main sur le pétrole et une grande partie de l'industrie. Sur le plan propagandiste, la nouvelle république se dit anti-impérialiste, proclame la centralité de l'État et réaffirme la place de l'armée.



Dès ce moment, le gouvernement organise une nouvelle redistribution de la rente pétrolière en direction des plus pauvres. Il provoque ainsi un large rejet de la bourgeoisie

et de la petite bourgeoisie, anciens clients de l'État vénézuélien. Deux lois ont particulièrement suscité le conflit avec la bourgeoisie : une tentative de réforme agraire n'allant finalement pas très loin, et une loi permettant à l'État de retrouver le contrôle politique de la société Petroleos de Venezuela SA, qui est une société anonyme sous capitaux publics. Le conflit éclate. Les deux lois sont cataloguées par l'opposition bourgeoise d'atteinte à la propriété privée.

En 2001, fort de son soutien populaire, Chavez est réélu à la présidence de la République vénézuélienne. L'opposition bourgeoise qui contrôle presque tous les médias et une partie de l'armée, soutenue par les USA, déclenche en avril 2002 un coup d'état qui échouera grâce à la mobilisation populaire appuyée par la partie de l'armée restée fidèle au gouvernement. En 2002-2003, elle organise le sabotage économique. C'est le tournant de la politique Chaviste.

En réponse, et pour affermir sa base sociale, un coup de barre à gauche est donné à politique de redistribution de la rente pétrolière. La politique des Missions (avec l'aide de Cuba) visant à réduire les inégalités permettra d'améliorer les revenus, la santé, l'éducation et l'accès à la culture dans les quartiers et les régions les plus défavorisés. Cette politique de redistribution entraînera une baisse continue de la pauvreté et de l'indigence jusqu'en 2012 où elle atteindra son taux le plus bas. Mais l'opposition bourgeoise, qui ne désarme pas, provoque en 2004 un référendum révocatoire à l'encontre du président Chavez. Ce référendum est gagné par le régime avec 59% des

suffrages. L'année suivante, par peur d'être balayée, l'opposition se retire des élections législatives. Le Parlement sera alors composé exclusivement de députés chavistes.

Socialisme bolivarien ou péronisme ?

Dès lors, le chavisme devient le symbole de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine, et au-delà. En 2007, le régime décide d'avancer dans la construction du socialisme du XXI^e siècle, proclame la République bolivarienne du Venezuela socialiste et... décide d'un référendum pour un amendement constitutionnel visant la non limitation des mandats (rejeté au référendum de 2007, cet amendement constitutionnel est finalement approuvé en 2009). Le MVR se mue en PSUV, Parti Socialiste Uni du Venezuela.

Mais au lieu de rompre avec le capitalisme, de protéger son économie (production industrielle et agricole), d'investir dans une économie socialiste, le régime aggrave sa dépendance au marché mondial (Notamment, le pays dépend quasi intégralement du marché mondial pour les produits alimentaires). Il s'intègre à la finance internationale en participant à la spéculation financière grâce à la rente pétrolière. Une spéculation à grand échelle, organisée par le régime, se met en place avec les marchés internationaux. La redistribution des revenus pétroliers s'accompagne d'une corruption et d'un clientélisme renforcés aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur.

On estime qu'entre 2003 et 2013, la moitié des 1000 milliards de dollars de rente du pays se sont évaporés. La main mise du régime sur la PDVSA, les accords de celle-ci avec des trusts pétroliers internationaux ont facilité cette fuite en avant. Une nouvelle caste de privilégiés parasites (ministres, hauts-fonctionnaires, gouverneurs de provinces, patrons d'entreprises publiques) se forme, détournant à son profit les revenus du pétrole par des malversations commerciales et financières. Des scandales sur les magouilles du négoce des obligations structurées (dispositif mis en place en 2003) éclatent. Ainsi, deux hauts dignitaires du régime (compagnons de route de Chavez) sont élaboussés et... vivent aujourd'hui des jours tranquilles aux USA, protégés par l'administration américaine. Mais ce n'est là que la face émergée de l'iceberg. Très peu de dignitaires sont mis en cause alors qu'il s'agit du détournement de centaines de milliards de dollars en lien avec la finance internationale. Le PSUV, lui, se charge de la répartition et de la distribution des miettes

auprès des travailleurs pauvres. Quant au patronat de l'opposition, il n'a pas manqué de participer à cette curée. Et les grandes entreprises internationales du pétrole peuvent continuer à travailler au Venezuela.

De fait, le socialisme bolivarien se réduit au renforcement de l'État bourgeois autour de Chavez et d'un secteur de l'armée. La politique socialiste institutionnelle ne se réduit plus qu'à l'affrontement avec l'impérialisme américain (avec des ambiguïtés) pour limiter l'emprise de cet impérialisme sur le Venezuela : elle se heurte ainsi, au nom d'un nationalisme populaire et militaire, à la vieille bourgeoisie vénézuélienne, bourgeoisie compradore totalement inféodée aux États-Unis. Au final, le chavisme n'est qu'une sorte de péronisme, alliant la redistribution de rentes vers les plus pauvres que la bourgeoisie traditionnelle vénézuélienne réactionnaire et raciste n'a jamais acceptée, et un état fort, nationaliste, appuyé sur l'armée, qui jamais ne remettra en cause le régime de la propriété privée des moyens de productions.

La fin du mythe de la révolution bolivarienne

À la mort de Chavez en 2013 c'est le vice président de la République, Maduro, nommé en 2012, qui lui succède. Il remportera de peu les élections présidentielles.

Sur le plan économique, les cours du pétrole s'effondrent en 2014. Le régime doit alors faire face à une baisse gigantesque de ses revenus pétroliers. Avant 2013, la rente représentait 95% des exportations, 60% du budget de l'État, 12% du PIB. En 2015, l'exportation de pétrole ne représentait plus que 40% de l'ensemble des exportations. La dette extérieure et l'inflation dans le pays augmentent de façon exponentielle. Alors que le parasitisme des affidés bolivariens, et des autres, les malversations commerciales et financières, les trafics en tous genres se perpétuent, le régime se trouve dans l'incapacité de satisfaire les besoins les plus élémentaires de sa population. Il va privilégier le remboursement de la dette extérieure. À partir de 2016, la situation économique des masses devient catastrophique. La pénurie des produits de base et de médicaments devient chronique. L'émigration de la population se développe. La colère et le désespoir grondent : les émeutes, les pillages, les lynchages liés à une aggravation considérable de la pauvreté et au manque de produits de première nécessité se sont banalisés. Le taux d'homicide monte en flèche.

Entre 2014 et 2016, le pourcentage de ménages pauvres passera de 48,4% à 81,8%. La politique de redistribution sociale de la rente pétrolière ne marche plus.

De février à mai 2014, de nombreuses manifestations réclament le départ de Maduro et font des dizaines de morts. L'opposition bourgeoise, bien que très hétéroclite, s'est regroupée derrière le MUD (Table de l'Unité Démocratique) et remporte les élections législatives de 2015 avec 2/3 des sièges. Le PSUV perd plus de 2 millions de voix par rapport aux élections présidentielles. Cela est principalement dû à l'abstention massive dans les quartiers populaires. La réponse du régime ne se fait pas attendre. Le tribunal suprême de justice invalide l'élection de nombre de députés de la nouvelle majorité et puis casse toutes les lois votées par cette majorité.

Le régime se raidit en même temps que fond sa base sociale. Le PSUV perd le contrôle des entreprises publiques du pétrole et de la sidérurgie et les grèves à répétition se développent partout, la jeunesse étudiante est dans la rue et réclame le départ de Maduro de même que la MUD. La violence d'état qui devient plus brutale se développe. Elle touche d'abord les dissidents du PSUV avant de s'étendre aux étudiants et aux élus de la MUD. Le harcèlement judiciaire, policier et milicien se systématisent, la brutalité est omniprésente, les arrestations se succèdent. L'armée étend son emprise sur le régime. En 2017, on constatera ainsi que 12 des 31 ministres et 13 des 20 gouverneurs sont des militaires ; de même, l'armée est chargée d'acheminer les vivres dans tout le pays, le PSUV assurant leur revente ; une entreprise militaire se voit confier l'exploitation des richesses minières dans l'Arc minier de l'Orénoque, sur 12% du territoire, en contrat avec des multinationales chinoises, russes et nord-américaines, ce qui accroît encore la dépendance avec la finance internationale. C'est un militaire qui contrôle à la fois le parti et le Parlement.

Maduro convoque une Assemblée nationale constituante

Cependant l'opposition bourgeoise ne désarme toujours pas d'autant que la situation économique catastrophique se détériore tous les jours un peu

plus. Les grèves se multiplient et la mobilisation étudiante ne faiblit pas.



Fin 2016 la MUD lance la procédure constitutionnelle du référendum révocatoire. Il est annulé par le Conseil national électoral. Présentée comme une importante conquête de la démocratie participative de la constitution chaviste de 1999, celle-ci est foulée au pied.

Le pouvoir ne parvient pas à faire refluer la mobilisation, et la violence monte d'un cran. Entre avril et juillet 2017, il y aura plus d'une centaine de morts lors de manifestations. Maduro décide alors de convoquer une Assemblée nationale constituante. Un nouveau découpage électoral territorial et sectoriel est décidé, taillé sur mesure pour transformer une minorité en majorité. Les travailleurs du public et les assistés seront obligés de voter sous peine de sanction. C'est un véritable démantèlement du système électoral qui interdit désormais toute issue électorale. Rien ne peut plus empêcher le régime de se constituer une majorité législative. La MUD appelle au boycott et organise son propre scrutin affirmant avoir fait voter 7,5 millions d'électeurs au nom de la défense de la constitution de 1999 qu'elle avait combattue. Une plate forme civique pour la défense de la constitution, opposée à la politique de la MUD, se met en place, composée de caciques du régime, civils et militaires, à laquelle Marea socialista (fraction de gauche du PSUV) s'associe, et appelle à l'abstention ou au vote blanc. La division s'installe au cœur du régime. La présidente du tribunal suprême de justice désavoue Maduro pour son appel à une constituante (La première mesure de la l'ANC sera de la destituer). Le 31 mars 2017 la cours suprême s'arroge les pouvoirs de l'Assemblée nationale et le 31 juillet la constituante est installée au Parlement.

Selon un sondage Datanalisis, 15,1% des sondés disent soutenir le PSUV contre 19,8% l'opposition, et 61,9% se déclarent indépendants des deux camps. La préoccupation majeure des travailleurs vénézuéliens est de pouvoir se nourrir, se soigner, se loger. Sans doute très déçus par le nouveau cours du régime chaviste, les travailleurs ne font aucune confiance à l'opposition de la

MUD qui prône un gouvernement parallèle avec le soutien des USA, l'aide du FMI (dont les travailleurs vénézuéliens connaissent déjà les conséquences), appelle à un coup d'état de l'armée, à une intervention étrangère. Mais pour le moment, rien à faire, l'appareil d'état tient. Ni les sanctions économiques et financières de l'impérialisme, ni ses discours guerriers ne semblent pouvoir déstabiliser le régime. L'opposition défaite se déclare prête à participer aux élections municipale et régionale de décembre.

Finalement, le 10 décembre 2017, ces élections locales se traduisent par une nette victoire du parti au pouvoir. Celui-ci remporte 308 des 335 conseils locaux. A joué le fait que l'opposition était divisée et, en grande partie a boycotté ces élections. Ont joué également des mesures clientélistes telles que le versement par le gouvernement des primes de Noël avant ces élections municipales. Cette dernière mesure a été permise par le recours à la planche à billets : alors que l'hyperinflation ravage le pays, la masse monétaire a encore doublé entre le 20 octobre et le 8 décembre 2017.

Sur la base de ce succès électoral, le pouvoir vénézuélien a décidé d'avancer de plusieurs mois l'élection présidentielle qui devrait se tenir le 30 avril 2018. Deux jours après cette annonce, le 25 janvier, la Cour suprême du Venezuela décide d'interdire à la principale coalition de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), de présenter un candidat unique à cette élection. On n'est jamais trop prudent...

Quelle perspective pour les masses vénézuéliennes ?

Combien de temps durera le régime ? Personne ne le sait. L'opposition bourgeoise ne semble pas pouvoir le renverser à brève échéance sans appui

direct extérieur. Ce qui semble peu probable. Quant à l'opposition de « gauche », elle n'est pas, pour l'instant, en mesure d'organiser la mobilisation des masses sur le terrain de l'indépendance de classe. Bien que le régime soit probablement condamné à terme, il est impossible aujourd'hui de prévoir la suite des événements. Quels sont les processus en cours au sein du prolétariat et de la paysannerie vénézuéliens ? Cette question est un point d'interrogation. Le PSUV est condamné, Marea socialista impuissante à ouvrir une perspective autre qu'institutionnelle. La MUD monopolise l'opposition, sans programme. La grande masse des travailleurs ne peut la regarder s'activer dans tous les sens sans un sentiment d'inquiétude. Et pourtant, il faut pour elles que les choses changent ! C'est le sens des émeutes, dans les quartiers populaires, et des grèves qui se multiplient. La solution passera par la construction d'organisations de classe, sur un programme de rupture avec le capitalisme, l'organisation d'un plan de production pour la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs. Ouvrir la perspective de ce combat sur un plan pratique immédiat, voilà tout l'enjeu !

Dans cette perspective, la place du syndicalisme de classe vénézuélien pourrait être déterminante. De fortes traditions de combat syndical, à la fois sur le terrain politique (lutte contre la dictature) et sur celui de la défense des revendications, existent. Dans la dernière période, le mouvement syndical a dû faire face à une tentative d'intégration à l'Etat par le pouvoir chaviste. La conséquence en a été son émiettement. Toutefois de très nombreuses grèves se développent dans tout le pays. Si le combat des travailleurs vénézuéliens parvenait à s'unifier sur le terrain de l'indépendance de classe, la situation du pays pourrait radicalement se modifier.

Bulletin d'abonnement à « L'Insurgé » - 5 NUMÉROS : 10 euros (frals de port inclus)

NOM :Prénom :

ADRESSE :

CODE POSTAL :LOCALITÉ :

Email :

Abonnement de soutien : 20 euros, 50 euros

Soutien financier régulier : je me propose de verser€ par trimestre.....

Chèques à établir à l'ordre de : Coreddips - Envoyer à : Coreddips BP 4428 69241 LYON Cedex 4

Directeur de publication A. Bertrand - L'insurgé B.P. 4428 - 69241 LYON CEDEX 4 - Imprimerie spéciale - ISSN 2105-6382